



Chambre de Commerce
et d'Industrie
de Corse

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2023

**Mise en œuvre des actions
économiques concertées 2023
du SRDE2I avec la Chambre
de Commerce et d'Industrie de Corse**

ENTRE

La Collectivité de Corse

Représentée par le Président du Conseil exécutif de Corse, **M. Gilles SIMEONI** ci-après dénommée « la CdC »
D'une part

L'Agence de Développement Économique de la Corse

Représentée par son Président, **M. Alexandre VINCIGUERRA**,
ci-après dénommée « l'ADEC »
D'autre part

et

La Chambre de Commerce et de l'Industrie de Corse,

Représentée par **M. Jean DOMINICI**, Président,
ci-après dénommée « la CCIC »

VISAS

VU la délibération n° 23/ CP de la Commission Permanente du 28 juin 2023 approuvant la mise en œuvre des actions concertées 2023 du SRDE2I avec les chambres consulaires

Il est préalablement exposé que :

TITRE I Objet de la convention

Article 1er

L'objectif de la présente convention entre la CdC, l'ADEC et la CCIC est de définir les modalités de mise en œuvre d'actions économiques concertées prévues dans la SRDE2I permettant de contribuer efficacement au maintien et à l'essor du développement économique sur le territoire insulaire.

TITRE II Engagements des parties

Article 2

La CCIC s'engage à réaliser le programme d'actions économiques présenté en annexe.

Ce programme d'actions détaille les objectifs poursuivis, la description des actions, les budgets et indicateurs de résultats. Il a été proposé par la CCIC à l'ADEC et la CdC.

Article 3

L'ADEC et la CdC s'engagent à apporter les financements nécessaires à la réalisation des objectifs identifiés et validés, fixés par la présente.

TITRE III Durée de la convention

Article 4

La présente convention est conclue pour l'exercice 2023.

TITRE IV Modalités d'exécution de la convention

Article 5

La réalisation du programme d'actions doit s'inscrire dans la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

La convention prend effet juridique à compter de sa notification, avec le cas échéant un effet rétroactif à la date de démarrage du programme d'actions, soit le 1^{er} janvier 2023,

et expire normalement, sauf cas particulier 6 mois après la date prévue pour la fin de réalisation de l'opération, soit le 30 juin 2024. Ce délai permettant la justification des dépenses liées à l'opération mais payées postérieurement à la fin de celle-ci, et la présentation de toutes les pièces nécessaires au solde du dossier.

TITRE V

Dispositions financières

Article 6

Le coût prévisionnel et la répartition budgétaire est la suivante :

Axe	Budget prévisionnel	Part CCIC	Part CdC/ADEC	Intensité aide CdC/ADEC
Appui aux Territoires - Actions territorialisées ADEC/CCIC/EPCI	85 000 €	42 500 €	42 500 €	50 %
Organisation, Structuration et développement des filières productives	65 000 €	32 500 €	32 500 €	50 %
Actions Collectives, Economie de Proximité & Animation des territoires	410 000 €	205 000 €	205 000 €	50 %
Actions spécifiques transition/transformation	160 000 €	80 000 €	80 000 €	50 %
Total	720 000 €	360 000 €	360 000 €	50 %

Les parties signataires conviennent que les sommes indiquées dans la présente convention et ses annexes, et leurs répartitions par axe sont prévisionnelles.

Article 7

Pour mettre en œuvre le programme d'actions d'un montant prévisionnel total de **720 000 €**, la participation de la CdC via l'ADEC sera de **360 000 euros, soit 50 %** du montant total des actions.

Pour ces crédits mobilisés par la CdC via l'ADEC, la réglementation des aides publiques qui s'applique, selon la typologie de chaque action considérée et précisée en annexe, relève du régime dit de l'intermédiaire transparent ou du SIEG de mimimis.

Article 8

Cette subvention est imputable sur les crédits inscrits aux :

Chapitre : 906 - 61
Article : 204181
Sous-Programme : 2131

du Budget de la Collectivité de Corse.

L'ordonnateur est le Président du Conseil exécutif de Corse.

Article 9

Le bénéficiaire de l'aide est :

- Nom et Raison Sociale : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CORSE
- Immatriculation et date de la création : 130 014 574 le 1^{er} janvier 2011
- Siège Social : Quai du Nouveau Port - 20200 BASTIA
- Président : M. Jean DOMINICI

- Domiciliation bancaire
 - Banque : XXX
 - Code banque : XXX
 - Code guichet : XXX
 - Numéro de compte : XXX
 - Clé R.I.B : XXX

Article 10

Le versement des fonds s'effectuera dans la limite des crédits de paiement disponibles inscrits aux chapitres, articles et sous-programmes susvisés, sur présentation par la CCIC de documents décrits aux articles 10.1 et 10.2. Le versement s'effectuera au prorata de ces justificatifs fournis et certifiés par les services de l'ADEC.

La production de ces documents s'effectue conformément aux dispositions du décret n° 2001-899 du 1^{er} octobre 2001 portant abrogation des dispositions réglementaires relatives à la certification conforme des copies de documents délivrés par les autorités administratives.

Si la dépense effective est inférieure au montant prévisionnel de l'action, le montant de la subvention porte sur le taux spécifique à chaque action figurant dans le programme décrit en annexe. Le montant de la subvention est égal au produit de ce taux sur les dépenses éligibles effectivement réalisées et acquittées.

Article 10.1 : En ce qui concerne l'organisme

- Extrait SIRENE, daté de moins de trois mois,
- Attestation certifiant sa régularité fiscale,
- Attestation certifiant sa régularité sociale, datée de moins de trois mois.

Article 10.2 : En ce qui concerne l'aide concourant à la réalisation du programme

- Bilan quantitatif et qualitatif détaillant chaque action (compte rendu d'exécution et indicateurs de réalisation) et comprenant notamment le budget réalisé (charges et produits détaillés) ainsi que les résultats enregistrés, visés par le Président, le chef

- comptable et par le (ou les) agent (s) en charge de la mise en œuvre de l'action
- Certificat de service fait établi par le chargé(e) d'affaires de l'ADEC.

Le service instructeur de l'ADEC pourra demander tous les documents comptables et de gestion relatifs à toutes les actions relevant de la présente convention et toutes les pièces justificatives complémentaires jugées nécessaires au paiement de l'aide octroyée.

TITRE VI

Engagements et obligations

Article 11

La CCIC atteste qu'elle satisfait aux conditions légales et réglementaires en vigueur dans le cadre de la mise en œuvre des actions économiques concertées mentionnées ci-dessus.

La CCIC est seule responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Elle est ainsi seule responsable des actions mises en œuvre dans le cadre des actions susvisées et exécutées par elle-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Article 12

Pour les achats de biens, fournitures et services, la CCIC s'engage à respecter selon qu'il lui soit soumis :

- Les dispositions du code des marchés publics
- Les dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics
- L'obligation de mise en concurrence.

L'absence de mise en concurrence doit rester exceptionnelle et ne peut être justifiée que si ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet de la commande, de son montant peu élevé ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.

Article 13

La CCIC s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée et à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la présente convention.

Article 14

Modalités particulières pour les actions individualisées du régime dit de l'intermédiaire transparent

- La CCIC en sa qualité de porteur d'actions individualisées, a la charge d'informer

chaque entreprise bénéficiaire, par l'envoi d'un courrier-type, du montant de l'aide attribuée au titre de l'action, faisant apparaître l'Equivalent Subvention Brute (ESB) effectivement perçu par l'entreprise (bénéficiaire final) et l'assise juridique mobilisée « régime d'exemption de minimis n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 » ;

- Le porteur d'actions individualisées doit s'assurer que chacune des entreprises bénéficiaires d'une aide remplit les conditions d'éligibilité prévues par le régime de Minimis.

TITRE VII

Suivi et évaluation et l'exécution

Article 15

Le pilotage des actions et le suivi de la convention seront assurés par un comité technique réunissant la CdC, l'ADEC et la CCIC, sous le pilotage opérationnel de l'ADEC.

TITRE VIII

Publicité et respect des politiques régionales

Article 16

La CCIC s'engage à faire systématiquement mention de la participation financière de la CdC, via l'ADEC, à son programme, dans toute communication qu'elle serait amenée à réaliser (y compris par voie de presse et des médias), toute interview ou reportage qu'elle serait conduite à accorder.

Cette obligation pèse également sur les publications qu'elle serait conduite à réaliser dans le cadre de son programme. Le non-respect de cette disposition peut entraîner la suspension voire la suppression des aides restant à verser ou le reversement des sommes déjà versées. S'il apparaissait après enquête que le programme réalisé n'a pas satisfait aux conditions prévues par la délibération de l'Assemblée de Corse correspondante, l'aide pourra être annulée et le bénéficiaire contraint à son remboursement.

TITRE IX

Modalités de contrôle de l'utilisation des fonds

Article 17

La CdC et l'ADEC peuvent faire vérifier, par tout moyen, la bonne utilisation des fonds alloués à la CCIC au titre de la convention.

A cet effet, la CCIC est tenue de remettre à l'issue de l'achèvement du programme d'actions un dossier présentant le détail de la réalisation de chaque action ainsi que le détail du budget de l'action : dépenses engagées, autofinancement, subventions perçues, et faisant apparaître une analyse de la portée de l'action ainsi réalisée.

La CCIC remet, en fin d'exercice, un rapport global sur la totalité des actions réalisées.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner la suspension de l'engagement annuel, et, éventuellement, le reversement des sommes allouées par la CdC via l'ADEC et perçues par la CCIC.

Article 18

La CCIC s'engage à remettre à la CdC via l'ADEC sur simple demande de ses services, les documents suivants :

- Factures, accompagnées des ordres de virement et des relevés bancaires faisant apparaître les dépenses correspondantes pour chacune des actions présentées et tableau récapitulatif des dépenses,
- Attestation du Président, de non-récupération de la TVA sur les dépenses justifiées pour l'opération dont le coût subventionnable est présenté TTC.
- Les courriers d'information de tous les bénéficiaires finaux, du montant des aides attribuées au titre des actions, faisant apparaître les Equivalents Subventions Brutes (ESB) effectivement perçus par ces entreprises.

TITRE X

Révision de la convention - conditions de dénonciation

Article 19

Au vu des bilans intermédiaires ou des vérifications, notamment si l'objectif recherché ne peut manifestement pas être atteint ou si les crédits attribués sont utilisés à d'autres fins que celles prévues au programme, la CdC se réserve le droit de réviser la présente convention et de demander le reversement des sommes indûment perçues.

Article 20

La réalisation du programme d'actions doit être achevée avant la date prévue, soit le 31 décembre 2023. Si l'échéance ou la ventilation des budgets prévus chaque axe ou chaque action, sans pour autant excéder le budget total, devaient être modifiés, le dossier devrait être réexaminé par le Conseil exécutif de Corse qui décidera d'accorder un avenant de prorogation et/ou modification ou non, après avis de l'ADEC, en fonction de la complexité du projet ou de circonstances particulières ne résultant pas de son fait, notamment, et à condition que le projet ne soit pas dénaturé.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention de partenariat, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à épuiser toutes les possibilités de conciliation.

Si dans un délai d'un mois à compter de la réception par l'une ou l'autre des parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir

pour tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif.

Fait le à Aiacciu en 3 exemplaires,

<p>Le Président du Conseil exécutif de Corse</p> <p>Gilles SIMEONI</p>	<p>Le Président de l'ADEC</p> <p>Alexandre VINCIGUERRA</p>	<p>Le Président de la CCIC</p> <p>Jean DOMINICI</p>
---	---	--

ACTIONS ÉCONOMIQUES CONCERTÉES CCIC - 2023

Axe 1 : Appui aux Territoires - Actions économique territorialisées ADEC/CCIC/EPCI

L'objectif de cet axe vise à lutter contre les fractures territoriales en aidant l'ensemble des territoires à identifier leurs capacités de développement et à tirer parti au mieux de celles-ci en faisant émerger des projets concrets, élaborés et déployés en collaboration sur les territoires avec les EPCI.

Ceux-ci se verront proposer, à travers la signature de conventions la mise en place et la formalisation d'un partenariat sur l'action économique territoriale concertée avec la CdC et l'ADEC.

Thématiques et actions mises en œuvre

- Apporter un appui opérationnel aux EPCI, et participer à la définition et à la mise en œuvre d'actions économiques sur les territoires.
- Renforcer les partenariats existants et la coopération sur les projets et programmes liés au développement économique des EPCI.
- Assurer un service de proximité et de qualité aux ressortissants des territoires
- Mettre à disposition des EPCI l'offre de services et d'accompagnement de la CCI de Corse à destination des porteurs de projet et des entreprises
- Mettre à disposition des données et études sur le tissu économique des territoires, pour constituer une aide à la décision, au pilotage et à l'évaluation des projets portés par les EPCI et des dispositifs de la Collectivité ;
- Participer à la mise en place et à la formalisation des actions économiques territoriales concertées à intervenir entre la CdC, l'ADEC, les EPCI et la CCIC, visant à coordonner et optimiser l'action économique des territoires.

Budget de l'axe 1 : Appui aux Territoires - Actions territorialisées ADEC/CCIC/EPCI

Axe N° 1	Actions	Total	Part CCIC	Part CdC/ADEC	Cadre réglementaire
Appui aux Territoires – Actions territorialisées ADEC/CCIC/EPCI	Assistance à maîtrise d'ouvrage – Cabinet Conseil	30 000	15 000	15 000	SIEG de minimis
	Données fichier consulaire	30 000	15 000	15 000	SIEG de minimis
	Informier, sensibiliser les entreprises des territoires & faire émerger des projets	25 000	12 500	12 500	SIEG de minimis

85 000 € 42 500 € 42 500 €

Indicateurs de suivi de l'axe 1 :

Concernant le suivi de l'activité, les indicateurs d'activité suivants sont retenus :

- Nombre de réunions de travail organisées avec les EPCI / Objectifs : 19
- Nombre de fichiers/études fournis / Objectif : 10

- Nombre de conventions de partenariat signées / Objectif : 3
- Nombre d'entreprises informées, sensibilisées sur les territoires / objectif : 4.000
- Nombre de projets détecter et transmis à l'ADEC / Objectifs : 5 projets / territoire
-

Axe 2 : Organisation, structuration et développement des Filières productives

Conformément aux décisions de l'assemblée de Corse et aux modalités arrêtées de révision du schéma régional de Développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

La structuration des filières productives, qui a été conduite de manière efficace, doit être amplifiée en privilégiant les actions collectives de structuration et de développement, d'accompagnement d'écosystèmes, de filières et/ou de territoires.

Ces actions collectives ont vocation à devenir progressivement une des principales portes d'entrées aux dispositifs d'aides publiques.

L'ADEC et la CCI de Corse décident de mettre en œuvre des actions collectives et individuelles visant à sensibiliser, informer et accompagner les entreprises corses dans une dynamique collective de regroupement et d'organisation par filières.

Thématiques et actions mises en œuvre

Les actions porteront sur l'ingénierie de projets, des prestations d'études, de diagnostics, et de conseils s'intégrant dans le cadre de projets de structuration de filières.

- Identifier les entreprises des filières prioritaires (fichiers CCI de Corse)
- Réaliser des études et diagnostics des filières productives (forces, faiblesses, opportunités, menaces)
- Sensibiliser, informer et former les entreprises
- Proposer des dispositifs d'accompagnement type audit individuel aux entreprises des filières spécifiques répondant à des problématiques particulières (Agroalimentaire, cosmétique, numérique, développement durable, R.H...)

Budget de l'axe 2 - Développement & Structuration des filières de production

Axe N° 2	Actions	Total	Part CCIC	Part CdC/ADEC	Cadre réglementaire
Développement & Structuration des filières de production	Diagnostics/Etudes Filières	15 000	7 500	7 500	SIEG de minimis
	Audits Individuels	50 000	25 000	25 000	Intermédiaire transparent

65 000 € 32 500 € 32 500 €

Indicateurs de suivi de l'axe 2 : Développement & Structuration des filières de production

Concernant le suivi de l'activité, les indicateurs d'activité suivants sont retenus :

- Nombre d'études réalisées (filières, expression des besoins, plan d'actions) / Objectifs : 3
- Nombre d'audits individuels réalisés - Objectifs : 50

- Nombre d'entreprises informées & sensibilisées par typologie de besoins et par filières - Objectifs : 3 000

Axe 3 : Actions Collectives, Économie de Proximité & Animation des territoires

La CCI de Corse et l'ADEC souhaitent développer les capacités et les potentiels économiques, lutter contre les fractures territoriales, animer et dynamiser les territoires en faisant émerger des projets partenariaux et des réseaux collaboratifs.

Thématiques et actions mises en œuvre

- Soutenir les associations de commerçants par un accompagnement performant (accompagnement technique à la création d'associations de commerçants, soutien administratif au fonctionnement, montage de dossiers, recherche de financement, conseil à l'élaboration de projets et de plans d'actions et de dynamisation...)
- Participer financière aux budgets des Unions de Commerçants et de leurs plans d'actions et de dynamisation annuels) ;
- Organiser des opérations collectives visant à promouvoir l'entrepreneuriat ;
- Soutenir les opérations collectives et les initiatives territoriales de nature à dynamiser les territoires, les entreprises et les commerces qui les composent ;

Budget de l'axe 3 : Actions Collectives, Économie de Proximité & Animation des territoires

Axe N° 3	Actions	Total	Part CCIC	Part CdC/ADEC	Cadre réglementaire
Actions Collectives, Economie de Proximité & Animation des territoires	Associations de Commerçants / Foires / Salons	260 000	130 000	130 000	Intermédiaire transparent
	Campagne de communication	60 000	30 000	30 000	SIEG de minimis
	Opérations collectives visant à promouvoir l'entrepreneuriat	90 000	45 000	45 000	SIEG de minimis

410 000 € 205 000 € 205 000 €

Indicateurs de suivi de l'axe 3 :

Concernant le suivi de l'activité, les indicateurs d'activité suivants sont retenus :

- Nombre d'associations de Commerçants actives sur les territoires - Objectifs : 25
- Nombre de Commerçants fédérés adhérents aux Associations - Objectifs : 1 500
- Aides versées aux associations de commerçants - Objectifs : 260 000 €

- Nombre d'entreprises sensibilisées et informées - Objectifs : 3 000
- Nombre d'entreprises participantes aux opérations collectives à la création, développement (une attention particulière sera mise sur les outils numériques et l'innovation) - Objectifs : 150

Axe 4 : Actions spécifiques - transition/transformation

L'objectif de l'axe 4 est d'accompagner les entreprises et en priorité les TPE/PME dans leurs transformations et leurs transitions, via un accompagnement dans la recherche de financement, le développement commercial, la compétitivité, le passage au numérique, le développement durable, l'export, l'innovation et l'intelligence économique.

Thématiques et actions mises en œuvre

Sensibiliser, informer, former et accompagner les entreprises et les commerçants, aux priorités et aux défis de demain dans les domaines prioritaires suivants :

- Innovation/intelligence économique
- Transmission/reprise
- Développement durable
- Passage au numérique
- Développement commercial
- Export

*NB / Dans la continuité du dispositif « Les Entreprises s'engagent », la CCI de Corse constitue et anime un groupe d'entreprise dans le but de valoriser, sensibiliser et informer les entreprises du territoire sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Budget de l'axe 4 : Actions spécifiques

Axe N°4	Actions	Total	Part CCIC	Part CdC/ADEC	Cadre réglementaire
Actions spécifiques	Développement commercial & export / Foire Internationale de Marseille	30 000	15 000	15 000	Intermédiaire transparent
	Transformation - Audits Buralistes	30 000	15 000	15 000	Intermédiaire transparent
	Les rendez-vous du numérique Opération « Chèque Numérique »	100 000	50 000	50 000	Intermédiaire transparent

160 000 € 80 000 € 80 000 €

Indicateurs de suivi de l'axe 4

Concernant le suivi de l'activité, les indicateurs d'activité suivants sont retenus :

- Nombre d'entreprises sensibilisées et informées - Objectifs : 3.000
Nombre d'entreprises informées et sensibilisées sur la RSE - Objectifs : 300
Nombre d'entreprises sensibilisées à l'innovation et la sécurité numérique : 100

Nombre d'entreprises bénéficiaires (Chèque numérique) - Objectifs : 100
Nombre d'entreprises participantes aux opérations collectives - Objectifs : 30
Nombre d'entreprises accompagnées (Audits Buralistes réalisés) : 15



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2023

**Mise en œuvre des actions
économiques concertées 2023
du SRDE2I avec la Chambre Régionale
de Métiers et de l'Artisanat de Corse**

ENTRE

La Collectivité de Corse

Représentée par le Président du Conseil exécutif de Corse, **M. Gilles SIMEONI**, ci-après dénommée « la CdC »
D'une part

L'Agence de Développement Économique de la Corse

Représentée par son Président, **M. Alexandre VINCIGUERRA**,
ci-après dénommée « l'ADEC »
D'autre part

et

La Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Corse,

Représentée par **M. Jean-Charles MARTINELLI**, Président,
ci-après dénommée « la CMAR »

VISAS

VU la délibération n° 23/ CP de la Commission Permanente du 28 juin 2023 approuvant la mise en œuvre des actions concertées 2023 du SRDE2I avec les chambres consulaires

Il est préalablement exposé que :

TITRE I **Objet de la convention**

Article 1^{er}

L'objectif de la présente convention entre la CdC, l'ADEC et la CRMA est de définir les modalités de mise en œuvre d'actions économiques concertées prévues dans la SRDE2I permettant de contribuer efficacement au maintien et à l'essor du développement économique sur le territoire insulaire.

TITRE II **Engagements des parties**

Article 2

La CRMA s'engage à réaliser le programme d'actions économiques présenté en annexe.

Ce programme d'actions détaille les objectifs poursuivis, la description des actions, les budgets et indicateurs de résultats. Il a été proposé par la CRMA à l'ADEC et la CdC.

Article 3

L'ADEC et la CdC s'engagent à apporter les financements nécessaires à la réalisation des objectifs identifiés et validés, fixés par la présente.

TITRE III **Durée de la convention**

Article 4

La présente convention est conclue pour l'exercice 2023.

TITRE IV **Modalités d'exécution de la convention**

Article 5

La réalisation du programme d'actions doit s'inscrire dans la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

La convention prend effet juridique à compter de sa notification, avec le cas échéant un effet rétroactif à la date de démarrage du programme d'actions, soit le 1^{er} janvier

2023, et expire normalement, sauf cas particulier 6 mois après la date prévue pour la fin de réalisation de l'opération, soit le 30 juin 2024. Ce délai permettant la justification des dépenses liées à l'opération mais payées postérieurement à la fin de celle-ci, et la présentation de toutes les pièces nécessaires au solde du dossier.

TITRE V

Dispositions financières

Article 6

Le coût prévisionnel et la répartition budgétaire est la suivante :

Axe	Budget prévisionnel	Part CRMA	Part CdC/ADEC	Intensité aide CdC/ADEC
Appui aux territoires et aux EPCI	30 000 €	15 000 €	15 000 €	50 %
Structuration de filières	20 000 €	10 000 €	10 000 €	50 %
Promotion des produits et des territoires	130 000 €	77 500 €	52 500 €	40,38 %
Transmission et Reprise d'Entreprise	40 000 €	20 000 €	20 000 €	50 %
Total	220 000 €	122 500 €	97 500 €	44,32 %

Les parties signataires conviennent que les sommes indiquées dans la présente convention et ses annexes, et leurs répartitions par axe sont prévisionnelles.

Article 7

Pour mettre en œuvre le programme d'actions d'un montant prévisionnel total de **220 000 €**, la participation de la CdC via l'ADEC sera de **97 500 euros, soit 44,32 %** du montant total des actions.

Pour ces crédits mobilisés par la CdC via l'ADEC, la réglementation des aides publiques qui s'applique, selon la typologie de chaque action considérée et précisée en annexe, relève du régime dit de l'intermédiaire transparent ou du SIEG de mimimis.

Article 8

Cette subvention est imputable sur les crédits inscrits aux :

Chapitre : 906 - 61
Article : 204181
Sous-Programme : 2131

du Budget de la Collectivité de Corse.

L'ordonnateur est le Président du Conseil exécutif de Corse.

Article 9

Le bénéficiaire de l'aide est :

- Nom et Raison Sociale : CHAMBRE RÉGIONALE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE CORSE
- Immatriculation et date de la création : 182019216 le 31 décembre 1998
- Siège Social : Lieu-dit Bacciochi - Chemin de la Sposata - 20090 AJACCIO
- Président : M. Jean-Charles MARTINELLI

- Domiciliation bancaire
 - Banque : XXX
 - Code banque : XXX
 - Code guichet : XXX
 - Numéro de compte : XXX
 - Clé R.I.B : XXX

Article 10

Le versement des fonds s'effectuera dans la limite des crédits de paiement disponibles inscrits aux chapitres, articles et sous-programmes susvisés, sur présentation par la CRMA de documents décrits aux articles 10.1 et 10.2. Le versement s'effectuera au prorata de ces justificatifs fournis et par les services de l'ADEC.

La production de ces documents s'effectue conformément aux dispositions du décret n° 2001-899 du 1^{er} octobre 2001 portant abrogation des dispositions réglementaires relatives à la certification conforme des copies de documents délivrés par les autorités administratives.

Si la dépense effective est inférieure au montant prévisionnel de l'action, le montant de la subvention porte sur le taux spécifique à chaque action figurant dans le programme décrit en annexe. Le montant de la subvention est égal au produit de ce taux sur les dépenses éligibles effectivement réalisées et acquittées.

Article 10.1

En ce qui concerne l'organisme

- Extrait SIRENE, daté de moins de trois mois,
- Attestation certifiant sa régularité fiscale,
- Attestation certifiant sa régularité sociale, datée de moins de trois mois.

Article 10.2

En ce qui concerne l'aide concourant à la réalisation du programme

- Bilan quantitatif et qualitatif détaillant chaque action (compte rendu d'exécution et indicateurs de réalisation) et comprenant notamment le budget réalisé (charges et produits détaillés) ainsi que les résultats enregistrés, visés par le

Président, le chef comptable et par le (ou les) agent (s) en charge de la mise en œuvre de l'action ;

- Certificat de service fait établi par le chargé(e) d'affaires de l'ADEC.

Le service instructeur de l'ADEC pourra demander tous les documents comptables et de gestion relatifs à toutes les actions relevant de la présente convention et toutes les pièces justificatives complémentaires jugées nécessaires au paiement de l'aide octroyée.

TITRE VI

Engagements et obligations

Article 11

La CRMA atteste qu'elle satisfait aux conditions légales et réglementaires en vigueur dans le cadre de la mise en œuvre des actions économiques concertées mentionnées ci-dessus.

La CRMA est seule responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Elle est ainsi seule responsable des actions mises en œuvre dans le cadre des actions susvisées et exécutées par elle-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Article 12

Pour les achats de biens, fournitures et services, la CRMA s'engage à respecter selon qu'il lui soit soumis :

- Les dispositions du code des marchés publics
- Les dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics
- L'obligation de mise en concurrence.

L'absence de mise en concurrence doit rester exceptionnelle et ne peut être justifiée que si ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet de la commande, de son montant peu élevé ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.

Article 13

La CRMA s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée et à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la présente convention.

Article 14

Modalités particulières pour les actions individualisées du régime dit de l'intermédiaire transparent

- La CRMA en sa qualité de porteur d'actions individualisées, a la charge d'informer chaque entreprise bénéficiaire, par l'envoi d'un courrier-type, du

montant de l'aide attribuée au titre de l'action, faisant apparaître l'Equivalent Subvention Brute (ESB) effectivement perçu par l'entreprise (bénéficiaire final) et l'assise juridique mobilisée « régime d'exemption de Minimis n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 » ;

- Le porteur d'actions individualisées doit s'assurer que chacune des entreprises bénéficiaires d'une aide remplit les conditions d'éligibilité prévues par le régime de minimis.

TITRE VII

Suivi et évaluation et l'exécution

Article 15

Le pilotage des actions et le suivi de la convention seront assurés par un comité technique réunissant la CdC, l'ADEC et la CRMA, sous le pilotage opérationnel de l'ADEC.

TITRE VIII

Publicité et respect des politiques régionales

Article 16

La CRMA s'engage à faire systématiquement mention de la participation financière de la CdC, via l'ADEC, à son programme, dans toute communication qu'elle serait amenée à réaliser (y compris par voie de presse et des médias), toute interview ou reportage qu'elle serait conduite à accorder.

Cette obligation pèse également sur les publications qu'elle serait conduite à réaliser dans le cadre de son programme. Le non-respect de cette disposition peut entraîner la suspension voire la suppression des aides restant à verser ou le reversement des sommes déjà versées. S'il apparaissait après enquête que le programme réalisé n'a pas satisfait aux conditions prévues par la délibération de l'Assemblée de Corse correspondante, l'aide pourra être annulée et le bénéficiaire contraint à son remboursement.

TITRE IX

Modalités de contrôle de l'utilisation des fonds

Article 17

La CdC et l'ADEC peuvent faire vérifier, par tout moyen, la bonne utilisation des fonds alloués à la CRMA au titre de la convention.

À cet effet, la CRMA est tenue de remettre à l'issue de l'achèvement du programme d'actions un dossier présentant le détail de la réalisation de chaque action ainsi que le détail du budget de l'action : dépenses engagées, autofinancement, subventions perçues, et faisant apparaître une analyse de la portée de l'action ainsi réalisée.

La CRMA remet, en fin d'exercice, un rapport global sur la totalité des actions réalisées.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner la suspension de l'engagement annuel, et, éventuellement, le reversement des sommes allouées par la CdC via l'ADEC et perçues par la CRMA.

Article 18

La CRMA s'engage à remettre à la CdC via l'ADEC sur simple demande de ses services, les documents suivants :

- Factures, accompagnées des ordres de virement et des relevés bancaires faisant apparaître les dépenses correspondantes pour chacune des actions présentées et tableau récapitulatif des dépenses,
- Attestation du Président, de non-récupération de la TVA sur les dépenses justifiées pour l'opération dont le coût subventionnable est présenté TTC.
- Les courriers d'information de tous les bénéficiaires finaux, du montant des aides attribuées au titre des actions, faisant apparaître les Équivalents Subventions Brutes (ESB) effectivement perçus par ces entreprises.

TITRE X

Révision de la convention - conditions de dénonciation

Article 19

Au vu des bilans intermédiaires ou des vérifications, notamment si l'objectif recherché ne peut manifestement pas être atteint ou si les crédits attribués sont utilisés à d'autres fins que celles prévues au programme, la CdC se réserve le droit de réviser la présente convention et de demander le reversement des sommes indûment perçues.

Article 20

La réalisation du programme d'actions doit être achevée avant la date prévue, soit le 31 décembre 2022. Si l'échéance ou la ventilation des budgets prévus chaque axe ou chaque action, sans pour autant excéder le budget total, devaient être modifiés, le dossier devrait être réexaminé par le Conseil exécutif de Corse qui décidera d'accorder un avenant de prorogation et/ou modification ou non, après avis de l'ADEC, en fonction de la complexité du projet ou de circonstances particulières ne résultant pas de son fait, notamment, et à condition que le projet ne soit pas dénaturé.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention de partenariat, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à épuiser toutes les possibilités de conciliation.

Si dans un délai d'un mois à compter de la réception par l'une ou l'autre des parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir pour tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort

du tribunal administratif.

Fait le à Aiacciu en 3 exemplaires,

Le Président du Conseil exécutif de Corse	Le Président de l'ADEC	Le Président de la CRMA
Gilles SIMEONI	Alexandre VINCIGUERRA	Jean-Charles MARTINELLI



Partenariat CMAR Corse / ADEC

Fiches ACTIONS 2023

AXE 1 : Appui aux territoires et aux EPCI

AXE 2 : Mise en place de signes de Qualité dans le secteur de l'imprimerie

AXE 3 : Promotion des produits et des territoires

AXE 4 : Transmission et reprise d'entreprises

AXE 1 : Appui aux territoires et aux EPCI

La CMAR Corse est présente dans tous les territoires au travers de ses différents sièges, ses antennes et ses permanences. Pour mieux répondre aux attentes du SRDEII et afin de contribuer au développement territorial des microrégions et ainsi mieux identifier les besoins au plus près de nos ressortissants, un travail de partenariat avec les EPCI est indispensable.

À cet effet, la CMAR Corse met à disposition des informations utiles pour élaborer une véritable politique de développement économique, construire des projets en symbiose avec les artisans locaux, identifier les besoins afin de mieux y répondre... Cela se traduira par la signature d'une Convention de développement territorial avec chacune d'entre elles sous l'égide de l'ADEC.

ACTIONS et METHODOLOGIE :

Afin de permettre d'avoir un état des lieux permanent de l'artisanat local, d'enrichir les connaissances des territoires et faciliter la prise de décision, nous proposons de déployer notre offre de services sur l'ensemble du territoire. Cette démarche pourra se décliner au travers :

- D'un appui technique aux EPCI afin de les accompagner dans la définition de leurs grands axes de développement économique.
- D'une assistance personnalisée auprès de nos ressortissants au travers de permanences ou de formations délocalisées,
- De la mise à disposition de listing des entreprises inscrites actualisés ou de listing des nouvelles immatriculations (Nombre d'entreprises artisanales, répartition des entreprises, par secteur d'activités, ancienneté des établissements en activité, pyramide des âges des chefs d'entreprise, formes juridiques, répartition par code d'activité ...)
- De la fourniture de monographies et/ou d'études sectorielles,
- De la participation à des actions collectives (Cœur de ville, territoire d'industrie, petites villes de demain...).

BUDGET PRÉVISIONNEL :

	ACTION	ADEC	CMAR	TOTAL	Cadre réglementaire
Appui aux EPCI de Corse	Accompagnement Technique	15 000,00 €	15 000,00 €	30 000,00 €	SIEG de minimis

INDICATEURS :

- Nombre de partenariats signés avec les EPCI : 5 à 7
- Nombre d'éléments quantitatifs et qualitatifs fournis : 10

- Nombre de réunions tenues : 5 à 7
- Nombre d'études menées et d'actions proposées... 5 à 7

**AXE 2 : Accompagnement des entreprises du secteur de l'imprimerie
à la mise en place de signes de qualité prenant en compte la dimension
environnementale**

Le réseau des CMA propose aux entreprises du secteur de l'imprimerie d'être référencées à l'opération « Imprim'vert » afin de promouvoir leur engagement en matière de gestion de traitement de leurs produits et déchets dangereux. La CMAR de Corse a intégré cette démarche nationale et souhaite la développer en la proposant à l'ensemble des acteurs du secteur.

Pour obtenir cette marque, l'entreprise doit contacter la CMAR de Corse, référente « Imprim'vert », qui l'aidera à constituer le dossier à partir des critères d'éligibilité de la marque et procédera au diagnostic d'attribution. En Corse, le secteur de l'imprimerie et de la sérigraphie concerne environ une trentaine d'entreprises. Ce label est accordé aux imprimeurs qui décident de réduire l'impact de l'impression sur la planète, en faisant des choix stratégiques, écologiques et made in France. Cette impression peut être sur papier, comme avec les magazines, mais aussi sur les textiles.

Les Objectifs sont de :

- Favoriser la mise d'actions concrètes conduisant à réduire l'impact de l'activité sur l'environnement
- Pouvoir répondre aux exigences environnementales des cahiers des charges des clients privés et des marchés publics
- Mettre en avant les engagements pour valoriser l'entreprise auprès des clients et être référencée sur le site [Imprim'Vert](#)

ACTIONS et MÉTHODOLOGIE :

Pour obtenir le label, l'entreprise doit respecter un cahier des charges rigoureux afin de garantir un faible impact sur la planète et sur l'environnement. Le référencement se déroule en 3 étapes :

- La réalisation du diagnostic environnement de l'entreprise par la CMAR de Corse
- La constitution du dossier de référencement
- L'étude du dossier de référencement en comité d'attribution
- Le suivi de l'entreprise sur 3 ans

BUDGET PRÉVISIONNEL :

	ACTION	ADEC	CMAR	TOTAL	Cadre réglementaire
Secteur de l'imprimerie et sérigraphie	Accompagnement à l'obtention du label	10 000,00 €	10 000,00 €	20 000,00 €	Intermédiaire transparent

INDICATEURS :

- Nombre d'entreprises informées et sensibilisées à la démarche : 20 à 30
- Nombre d'audits réalisés : 5
- Nombre de Plans d'actions mis en place : 5
- Nombre d'agents CMAR formés : 2

- Nombre de réponses au Appels d'offres ou augmentations du C

AXE 3 : Promotion des produits et des territoires

La CMAR Corse accompagne ses ressortissants dans leur développement commercial au niveau local, national ou international afin de les aider à mieux adapter leur offre aux attentes des clients et à booster ainsi leurs ventes. Leur participation à certaines foires ou salons est primordiale.

ACTIONS et MÉTHODOLOGIE

Notre démarche vise à encadrer nos ressortissants pour mieux comprendre leur marché, maîtriser leurs outils commerciaux, marketing et communication, mieux connaître les habitudes de consommation des clients, et les aider à construire et mettre en place une offre commerciale cohérente.

- Soutien aux artisans ou associations d'artisans dans leurs démarches de développement (soutien administratif, aide au montage de dossiers et recherche de financements, accompagnement sur site, formations préalables...)
- Soutien à la réalisation d'événementiels ciblés ou à des participations à certains Salons spécialisés.
- Développement des actions avec le Maroc au travers d'échanges commerciaux, d'expériences, immersion d'entreprises ou de salariés

BUDGET PRÉVISIONNEL :

	ACTION	ADEC	CMAR	TOTAL	Cadre réglementaire
Appui à la démarche commerciale	Salon « Made in France »	25 000,00 €	50 000,00 €	75 000,00 €	Intermédiaire transparent
	Echanges internationaux avec le Maroc	15 000,00 €	15 000,00 €	30 000,00 €	Intermédiaire transparent
	Organisation et participation d'artisans à Foires locales	12 500,00 €	12 500,00 €	25 000,00 €	Intermédiaire transparent
		52 500,00 €	77 500,00 €	130 000,00 €	

INDICATEURS :

- Nombre de participation à événementiels collectifs 5 à 6
- Nombre d'artisans adhérant à la démarche : 30 à 35
- Nombre de partenariats : 5 à 7
- Augmentation du CA 0 : 10 % à 20 %

- **Salon « MIF EXPO »** qui aura lieu du 9 au 13 novembre 2023 à la Porte de Versailles à Paris : Participation de 10 artisans insulaires dans un stand régional au sein du Village CMA France. Sur un espace de 2 000 m², **220 artisans de toutes les régions de France seront sélectionnés pour participer à cet événement d'ampleur national.**

- **Echanges avec le Maroc** : dans le cadre du partenariat qui lie la CMAR de Corse avec les régions de Fès/Meknès et d'Essaouira, des échanges entre artisans du secteur de la Cosmétique, du bâtiment et agroalimentaire sont positionnés. Cela se traduira par la réception de délégations, l'immersion d'artisans ou d'apprentis dans des entreprises, la mise en place de formations communes, la participation aux foires...
- **L'aide à l'organisation d'évènements artisanaux locaux** : A Fiera di « U Turismu Campagnolu » en août à Filitosa ; A « Festa di a Cultedda » en juillet à Cutuli ; Les « Journées Européennes des Métiers d'Art » ; Le Festival « Creazione » en juin à Bastia...

La liste des manifestations et les sommes financières programmées sont susceptibles d'être ventilées en fonction de la finalité ou des dépenses engagées.

AXE 4 : Transmission et Reprise d'Entreprise

La CMAR Corse accompagne ses ressortissants dans le cadre de la préparation à la transmission de leur entreprise.

Les objectifs sont multiples :

- Réaliser, en toute confidentialité, un pré diagnostic de l'entreprise
- Mettre le cédant en relation avec des acheteurs potentiels
- Disposer d'éléments structurés pour échanger avec les acheteurs potentiels
- Comprendre les mécanismes de la transmission et construire un plan d'actions

ACTIONS et MÉTHODOLOGIE :

Un état des lieux sur la situation de l'entreprise sera réalisé. Il permettra d'avoir une vue d'ensemble sur son fonctionnement sous tous les aspects : gestion, finance, production, ressources humaines, marketing ... Ce pré diagnostic réalisé, suite à une visite d'entreprise, inclut une analyse de la concurrence, du secteur d'activités et prend en compte l'environnement géographique afin de mieux situer l'entreprise dans son contexte.

À l'issue de cette étape, il sera proposé un accompagnement individuel dans lequel le chef d'entreprise bénéficiera d'un appui et de conseils personnalisés pour mettre en œuvre un plan d'actions personnalisé ; bénéficier d'une ou plusieurs visites de suivi afin de piloter les actions mises en place ; préparer et organiser la mise en relation avec des repreneurs potentiels identifiés

BUDGET PRÉVISIONNEL :

	ACTION	ADEC	CMAR	TOTAL	Cadre réglementaire
Action Transmission Reprise d'entreprise	Réunions Informations	5 000,00 €	5 000,00 €	10 000,00 €	SIEG de minimis
	Pré diagnostics	5 000,00 €	5 000,00 €	10 000,00 €	Intermédiaire transparent
	Accompagnement	10 000,00 €	10 000,00 €	20 000,00 €	Intermédiaire transparent
		20 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €	

INDICATEURS :

- Nombre de réunions d'informations organisées 3 à 4
- Nombre d'entreprises sensibilisées : 300
- Nombre d'entreprises accompagnées : 10 à 15

Tableau financier récapitulatif

AXE	ACTION	ADEC	CMAR	TOTAL
AXE 1	Appui aux territoires et aux EPCI	15 000,00 €	15 000,00 €	30 000,00 €
AXE 2	Mise en place de signes de qualité	10 000,00 €	10 000,00 €	20 000,00 €
AXE 3	Promotion des Territoires	52 500,00 €	77 500,00 €	130 000,00 €
AXE 4	Transmission d'entreprises	20 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €
TOTAL		97 500,00 €	122 500,00 €	220 000,00 €

